Solidaires Finances Publiques

la cgt Finances Publiques

FO DGFiP

LE 29 SEPTEMBRE

AVEC TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE

POUR NOS RÉMUNÉRATIONS,
NOS CONDITIONS DE TRAVAIL,
NOS MOYENS ET NOS VALEURS

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

Nous, agentes et agents des Finances Publiques, subissons depuis de trop nombreuses années : des rémunérations qui décrochent, des conditions de travail qui se dégradent, des emplois supprimés alors que déjà insuffisants, des réformes permanentes qui nous épuisent, nous démotivent, réduisent nos droits et garanties et des missions de service public fragilisées, abandonnées ou privatisées.

Alors que notre service public a besoin de moyens et que les agentes et agents doivent bénéficier de rémunérations justes et en adéquation avec l'augmentation du coût de la vie, la Direction Générale poursuit sa fuite en avant.

Le 29 septembre, par la grève et les manifestations, mobilisons-nous !

REMUNERATIONS

STOPPONS LA PERTE DE POUVOIR D'ACHAT !

Depuis plusieurs années, l'inflation ronge le pouvoir d'achat des personnels de la DGFiP. Le point d'indice reste gelé pour la troisième année consécutive, les rares revalorisations ponctuelles n'ont pas compensé les pertes accumulées et les débats autour du PLF 2027 n'augurent rien de bon.

À la DGFiP, comme ailleurs dans la fonction publique, les débuts de carrière sont à présent marqués par un traitement indiciaire en dessous du SMIC.

Pendant ce temps, l'Inspection générale des finances vient de publier un rapport consacré aux régimes indemnitaires des fonctionnaires d'État, dans une logique de recherche d'économies. Une seule et même volonté, faire passer les fonctionnaires pour des privilégiés et baisser notre rémunération.

On oublie pourtant l'essentiel : les primes ne remplacent pas le traitement indiciaire ! Elles ne sont notamment pas prises en compte dans le calcul de la pension civile de retraite des fonctionnaires de l'État.

Exigeons une véritable revalorisation des rémunérations, du point d'indice et des carrières !

RESEAU TERRITORIAL

NRP2 OU LA REORGANISATION PERMANENTE

La Direction parle « d'adaptation du réseau territorial ». Le vocabulaire n'y change rien : une nouvelle vague de restructurations et de suppressions d'implantations de la DGFiP, se préparent.

Regroupements, fermetures : une nouvelle fois, les personnels risquent de payer le prix fort.

Tout comme les usagères et les usagers qui ont besoin de services publics accessibles, avec des personnels suffisamment nombreux pour répondre aux situations qui ne peuvent pas être traitées par des algorithmes.

Exigeons une réelle proximité de notre service public et la fin des restructurations permanentes.

MOYENS

DES CHOIX POLITIQUES ET BUDGETAIRES AUX CONSEQUENCES GRAVES !

Les conditions de travail se dégradent au rythme des réformes. Les choix politiques et budgétaires réduisent constamment les moyens humains et de fonctionnement à la DGFiP.

La plus grave des conséquences a été l'impact sur les agentes et les agents, mais dernièrement la DGFiP a fait la une, du fait d'une cybersécurité défaillante face à des menaces exponentielles.

La DGFiP aime communiquer sur la modernisation, la dématérialisation et le numérique. Elle vient aussi, à sa manière, de démontrer, malgré elle, les limites de cette politique. A force de vouloir ouvrir grand les portes du numérique, certains ont fini par entrer sans y être invités.

La question aujourd'hui n'est donc pas seulement de savoir comment des cybercriminels ont pu pénétrer nos systèmes, elle est aussi de savoir si l'administration dispose des moyens nécessaires pour sécuriser les outils qu'elle impose à ses agents et aux usagers.

La dette technique et les besoins de cybersécurité ne peuvent plus être considérés comme secondaires.

Au-delà des données, c'est bien la confiance en notre administration qui est compromise. Les conséquences retombent avant tout sur les personnels devant répondre aux inquiétudes légitimes d'usagers parfois véhéments.

LE 29 SEPTEMBRE, METTONS-NOUS EN GREVE !

Salaires, conditions de travail, missions, proximité, sécurité sont les **conséquences d'une même politique stigmatisant dogmatiquement la dépense publique et les fonctionnaires.**

Refusons de continuer à subir les **injonctions contradictoires** qui **demandent toujours davantage aux agentes et aux agents tout en réduisant les moyens dont ils disposent** au risque de leur santé et pour certains, trop nombreux, de leur vie.

TOUS ENSEMBLE, AVEC TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE, PROTEGEONS LE SERVICE PUBLIC

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, F.O.-DGFiP appellent l'ensemble des personnels de la DGFiP à se mettre en grève et à rejoindre massivement la mobilisation Fonction Publique.

LE 29 SEPTEMBRE, FAISONS ENTENDRE NOTRE COLERE ET NOS REVENDICATIONS ! TOUTES ET TOUS EN GREVE !